



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en,3308>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1142 - mai 2013 -

Date de mise en ligne : samedi 3 août 2013

Date de parution : mai 2013

Description :

Jean-Pierre Mon souligne l'inflexibilité allemande pour imposer l'austérité à l'Europe, mais qu'au moins deux régions, la Catalogne et l'Andalousie, semblent être entrées en résistance.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Indécrotable Allemagne

" Dans un entretien au Bild Zeitung [1], la chancelière allemande Angel Merkel a déclaré que le salaire minimum généralisé expliquait pourquoi « de nombreux pays en Europe ont un taux de chômage bien plus élevé que chez nous, du fait que les salaires et le rendement ne sont pas en rapport ». C'est pourquoi elle s'oppose vigoureusement à un salaire minimum généralisé à toute l'Allemagne que les "politiques" cherchent à imposer. Début mars, en effet, le Bundesrat, qui représente les seize États régionaux allemands s'était prononcé pour un salaire minimum horaire de 8,50 euros, applicable dans tout le pays.

" Malgré les appels [2] à plus de croissance, que nombre de ses partenaires économiques font à l'Allemagne, M. Weidmann, président de la Bundesbank, est totalement opposé à une hausse des salaires généralisée en Allemagne car « du fait de relations commerciales relativement faibles avec les pays de la périphérie, ceux-ci ne profiteraient pratiquement pas d'une baisse de la compétitivité et d'une hausse de la consommation en Allemagne et au final c'est la zone euro dans son ensemble qui serait en plus mauvaise posture » [3]

" Lors d'une conférence organisée le 23 avril par le magazine Euromoney, M. Kampeter, secrétaire d'État aux finances a déclaré que « de nouvelles discussions sur les règles budgétaires n'auront pas le soutien du gouvernement allemand car les règles de discipline fiscale intègrent déjà une certaine flexibilité ». Il a précisé que, selon lui, les propos du président de la Commission européenne José Manuel Barroso, évoquant les "limites" de la politique actuelle, ont été « mal interprétés » comme un changement de cap politique de Bruxelles et que « si nous rouvrons le débat sur les règles de la politique budgétaire, nous n'aurons jamais d'engagement positif à l'égard des institutions européennes ». Il a aussi insisté sur le fait que la nécessaire mise en oeuvre de réformes dans les pays européens était la voie du succès, même si les effets ne se faisaient pas voir immédiatement.

En résumé, il n'y a rien d'autre à faire qu'à obéir à l'Allemagne.

Et l'Espagne suit...

La nouvelle "Division Azul" [4], je veux dire le gouvernement espagnol dont le chef, Mariano Rajoy, vient de déclarer [5] que de nouvelles coupes budgétaires étaient probables : « Faire des coupes ne plaît à personne. Mais si nous le faisons, c'est lorsque c'est absolument indispensable. Nous ne ferons pas de coupes comme celles que nous avons faites l'an passé mais il est probable que pour certains volets budgétaires, il faudra le faire. Nous ne voulons pas non plus augmenter les impôts finalement, nous dépendons aussi des prévisions de croissance et de l'ampleur du déficit public pour les années à venir ».

Moyennant quoi, le chômage touche en Espagne, plus de 27% de la population active, notamment les jeunes. Et pour couronner le tout, le ministre de l'économie Luis de Guindos a reconnu lundi que l'économie espagnole se contracterait en 2013 de 1% à 1,5%.

...Mais pas tous ses peuples

STOP expulsions, titrait en novembre 2012, El Periódico de Catalunya en lançant sa campagne contre les

expulsions des familles qui ne peuvent plus payer leur emprunt immobilier en raison de la crise. Comme dans d'autres pays, la loi prévoit que, si un emprunteur ne peut rembourser son prêt immobilier, la banque peut saisir son logement. Mais l'acheteur n'est pas libéré de son obligation de rembourser l'emprunt qu'il a contracté. Depuis l'éclatement de la bulle immobilière, en 2007, près de 400.000 expulsions ont été pratiquées. Saisie par de nombreuses associations, la Cour européenne de justice a statué, le 14 mars 2013, en déclarant que les lois de restitution des biens en Espagne, sont "abusives" et violent la Directive 93/13 sur la protection des consommateurs.

Sans attendre plus longtemps, le gouvernement régional d'Andalousie (Parti socialiste et Gauche unie) a décidé de saisir les logements appartenant aux banques, pour une durée de 3 ans, lorsque les familles qui les habitent sont « en situation de risque d'exclusion » et sous la menace d'une expulsion [6]. Cette décision survient alors que la nouvelle loi sur les prêts bancaires en discussion au Parlement prévoit des amendes pour les banques qui disposent de logements vides et refusent de les mettre en location. L'Andalousie est décidément une région d'avant garde (voir GR 1110, Marinaleda).

Résistance française ?

L'interview du président de l'Assemblée Nationale, Claude Bartolone, publié dans Le Monde du 26 avril vient de soulever une énorme tempête dans le marais des inconditionnels de l'Europe Allemande, en déclarant que lui appelle « tension tout court et, s'il le faut confrontation » ce que le président de la République appelle « tension amicale ». Il précise : « La France doit pouvoir combattre la conception de la droite européenne car cela amène à payer un prix démocratique trop lourd avec l'apparition d'un certain populisme en Italie ou même en France. La seule rigueur peut condamner la belle idée de l'Europe plutôt qu'elle ne peut la sauver. [...] Ce que je crains le plus, ce n'est pas l'abstention, c'est un 21 avril [7] européen ». Les "pseudo-européens" se sont immédiatement déchaînés : au PS, c'est Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des affaires étrangères, qui a ouvert le feu, l'éditorial du Monde des 28-29 avril était intitulé Ne tirez pas sur Angela Merkel et Alain Juppé dénonçait, dans une pleine page de ce même numéro le péril mortel d'une confrontation avec Berlin. En page 2 on pouvait lire en gros caractères « Berlin s'afflige des coups de menton français » avec en sous-titre « l'entourage d'Angela Merkel critique l'incapacité de la France à tenir ses engagements ».

[1] Bild Zeitung, 17/04/2013.

[2] Notamment ceux d'Arnaud Montebourg ... et du secrétaire américain au Trésor Jacob Lew !

[3] Frankfurter Allgemeine Zeitung, 18/04/2013.

[4] Pour ceux qui étaient trop jeunes à l'époque, je rappelle que la Division Azul était une légion de volontaires espagnols créée par Franco au début des années 1940 pour combattre avec les Allemands sur le front de l'Est.

[5] Conférence de presse tenue avec son homologue slovaque le 23 avril 2013.

[6] El País, 10/04/2013.

[7] Allusion au 21 avril 2002, jour où Le Pen est arrivé au second tour de l'élection présidentielle.